

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Pontry

Prénom : Pascal

Institution ou entreprise : Ville

Axe(s) :

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Espoirs et opportunités du déconfinement

Résumé de votre contribution :

Tout le monde affirme aujourd'hui bravement que l'on ressortira de la crise, en prenant mieux en compte les impératifs du développement durable et de la protection de l'environnement. Pour moi, rien n'est moins sûr. Quels éléments directs, quelles contraintes effectives auront changé ? A rebours de ces déclarations grandioses, je cherche à identifier des enseignements, des ressources produites par cette crise et qui pourraient se traduire par des actions concrètes à étudier ou engager dès maintenant.

Après le virus, tout va changer... ou pas ?

Déconfinement : Espoirs et Opportunités pour l'Environnement



Depuis le tout début de la crise du Covid-19, des voix se sont élevées pour appeler de leurs vœux une sortie de crise ou plus rien ne sera comme avant - en particulier, en lien avec le thème du développement durable.

J'exprime ici mes doutes quant à la survenue spontanée d'une telle révolution, puis je tente d'identifier quelques propositions concrètes s'appuyant sur la situation de crise et sur les enseignements que l'on peut en tirer, et visant à s'orienter vers un monde (un peu) plus durable.

On ne nous y reprendra plus !

Cela va d'une charmante voisine écologiste, pour qui la crise démontre qu'arrêter la pollution est tout ce qu'il ya de plus facile et qu'il suffit de continuer, à une multitude d'experts, institutions et autorités - qui tous présentent comme une évidence les changements nécessaires.

Pour Nicolas Hulot par exemple, "la crise du coronavirus constitue une sorte d'ultimatum de la nature [...]L'humanité est confrontée à ses limites. Il y a un autre modèle à inventer".

Composée d'un ensemble de citoyens tirés au sort, donc représentatifs de l'ensemble de la société française, la Convention Citoyenne pour le Climat en appelle aux pouvoirs publics pour que "la sortie de crise ne soit pas réalisée au détriment du climat, et [...] porte l'espoir d'un nouveau modèle de société."

Je serais le premier à souhaiter une telle révolution. Dans ces réactions et ces appels, on entend bien la transposition quelque peu opportuniste à l'occasion de la crise, des idées que ces acteurs portaient déjà avant elle. Mais au-delà des discours et des courants médiatiques du jour, en quoi cette crise sanitaire va-t-elle faire évoluer nos modèles de développement ? Par quels mécanismes, dans quelles directions ?

Les cerveaux chauffent

La question de la sortie de crise fait d'ores et déjà beaucoup réfléchir, alors que la dynamique de l'infection est à peine ralentie. Pour ne citer que trois exemples du jour :

- France Stratégie lance un [appel à contributions pour un "après" soutenable](#) - chacun peut y participer !
- Vos propositions sont tout aussi bienvenues sur la plateforme [#LeJourAprès](#), lancée par 58 parlementaires pour engager "un grand plan de transformation de notre société et de notre économie".
- Lombard Odier, banque privée suisse qui n'a rien d'un club de hippies, nous explique qu'il y a [une opportunité](#) - financière - de regarder au-delà de la crise et soutenir un [transition économique](#) verte.

De quoi sommes-nous sûrs ?

A mon humble avis, concernant l'après-crise sanitaire nous ne sommes certains..

d'absolument rien. Parmi les sujets de doute :

- Notre économie est en crise au point que nous en sommes à "éviter le naufrage" (Bruno Le Maire). Au moment de refaire surface, quelles seront les priorités ? Par quels mécanismes, un nouveau modèle de société s'imposerait-il à chacun ?
- Quelle forme prendra la crise en dehors du monde développé ? Quid des pays producteurs de pétrole ou de gaz comme l'Algérie, le monde arabe, le Nigéria ? Quid de l'épidémie en Afrique ? Avec quelles conséquences économiques, sanitaires, géopolitiques, morales, pour eux et pour nous ?
- Le coronavirus a-t-il démontré l'inanité du capitalisme néolibéral ? La grande peste du moyen-âge, la peste de Justinien, les épidémies du néolithique ne l'ont pourtant pas attendu.
- Allons-nous, comme la Convention Citoyenne sur le Climat et tant d'acteurs le demandent, "relocaliser les activités des secteurs stratégiques" ? Cela se produira peut-être : les peurs poussent chacun à se replier sur ce qu'il appelle "nous", sa famille, sa ville, sa région, son pays. Mais le virus se fiche pas mal de nos frontières, et si des parades lui sont trouvées elles seront directement issues de la mondialisation - celle de la recherche, des industries de la santé, des solidarités.
- Si la baisse des déplacements et des émissions de CO2 est évidente pendant les confinements, elle se traduit par une chute vertigineuse des prix des carburants fossiles - qui ralentit d'ores et déjà les investissements en énergies renouvelables ([Fatih Birol](#), directeur de l'Agence Internationale de l'Energie).

Etc..

Ainsi, à l'invocation d'un "grand matin" du déconfinement, je préfère une question plus modeste et plus pragmatique : quelles ressources, quels enseignements, quelles opportunités de progrès cette crise sanitaire nous apporte-t-elle, qui seraient susceptibles de nous aider à rendre notre société plus durable ? Concrètement, quelles mesures utiles pourraient-elles être étudiées et engagées dès maintenant ?

S'appuyer sur les ressources et les enseignements de la crise

Résilience et relocalisations

Par force, nos supermarchés se sont tournés vers les producteurs nationaux (c'est le cas dans chaque pays). Les frontières se sont fermées.

Serions-nous mieux protégés des aléas du futur, en ayant rapatrié nos "productions stratégiques"? Au fait, qui est "nous" ? l'Europe, la France, ma région, ma ville? Et que sont les "productions stratégiques" : la santé, l'énergie, le numérique, les transports, ..? Enfin, qui les prendra en charge : des organismes d'état, financés par définition par l'impôt ?

Avant de s'engager dans ce type de grandioses constructions ou reconstructions, il me semble que la crise fait ressortir l'importance de quelques besoins élémentaires : l'alimentation, la santé, l'éducation.. et l'énergie, même si personne n'en parle - parce qu'elle est chez nous assurée. Une réflexion sur la résilience autour de ces besoins élémentaires peut être menée à chaque niveau , de la commune à l'Europe.. et au monde. Certains y sont déjà :

" Pour sauver son économie, la ville d'[Amsterdam adopte un plan de relance centré sur l'autosuffisance en termes de besoins fondamentaux](#) comme l'accès à l'eau, à l'éducation et à la santé, tout en respectant les besoins de la planète. "

- Pour l'alimentation , toutes les communes de France ont été amenées à contacter, accompagner, encadrer, aider leurs commerces et marchés alimentaires, ainsi que leurs producteurs pour les communes non urbaines. La résilience ici, repose à la fois sur de forts systèmes centralisés (Rungis, ..) et sur de multiples capacités locales à produire, distribuer, contrôler.

Concrètement : les Plans Alimentaires Territoriaux, outil déjà existants, deviennent une obligation et doivent soutenir la résilience : circuits courts locaux, agriculture urbaine ou locale, autosuffisance relative.

-
- Sur la santé je suis frappé par des messages contradictoires. Le sujet des virus émergents est connu et traité depuis plusieurs années, mais on n'était pas prêts. L'Allemagne gèrerait mieux que nous, mais elle a "démonté" (privatisé) son système de santé publique, et dépense moins pour l'hôpital. Les gouvernements ont "détruit l'hôpital", mais celui-ci réagit à la crise d'une manière extraordinaire...

Concrètement, je me limiterais ici à une action de bon sens : constituer des ressources et des organisations d'Etat, et/ou des ressources locales obligatoires sous la supervision de l'Etat, pour les risques déjà identifiés, nommés et anticipés par la communauté scientifique.

- Nos éclairages, chauffages et autres transports publics ont continué à fonctionner aujourd'hui. Personne ne s'en est réjoui. cependant, nous sommes sur ce plan, entièrement dépendants de grands systèmes centralisés.

Concrètement, développons les productions électriques locales et citoyennes au sein d'un réseau plus distribué, plus diversifié : capteurs solaires sur les toits, éoliennes dans les champs et sur les montagnes, géothermie, etc.

Réduire les déplacements contaminants

Nous n'arrêterons pas la mondialisation! En France, les bijoux de la Dame de Vix (6eme siècle avant notre ère) venaient de l'étranger et le progrès de l'humanité, pour le meilleur et pour le pire, a été de tout temps nourri par les échanges.

Cependant, deux enseignements ressortent :

- Il est possible, dans une certaine mesure, de travailler en se déplaçant moins.

Concrètement : constituer une infrastructure européenne forte de télétravail, performante, non dépendante de logiciels, serveurs ou clés de sécurité extra-européennes, et relayée dans chaque territoire par des espaces de co-télé-travail. Libérer également, les possibilités de téléconsultation.

-
- Les mouvements des personnes ont accéléré la propagation de l'épidémie. Le tourisme de masse, facilité par les faibles taxes sur le kérosène, devient par ailleurs une nuisance dans les villes les plus visitées.

Concrètement : taxer les vols non professionnels, à travers le kérosène ou des taxes d'aéroports, à hauteur des services écologiques et sanitaires globaux qu'ils consomment. Fermer les lignes aériennes intérieures lorsque le train met moins de 3 heures.

Donner sens au retour de l'Etat et du collectif

L'Etat et les collectivités locales ont été à la manoeuvre en première ligne, au quotidien, pour traverser la crise et pour en sortir.

La puissance publique finançait déjà largement l'économie d'hier à travers l'endettement, elle est dès aujourd'hui et sera demain son acteur largement dominant - à travers les banques centrales, les emprunts et budgets publics, les aides et subventions.

Rien n'interdit cependant le retour d'un mécanisme éprouvé : étatiser les pertes et privatiser les gains. Certains économistes de l'immédiat, argumenteraient d'ailleurs que c'est "bien".

La sortie de crise donne cependant une fenêtre d'opportunité à l'Etat pour associer ses critères, ses stratégies, ses priorités aux aides qu'il accordera.

Concrètement : gérer les aides à la reprise via un fonds public spécifique, qui conditionnera les aides à la prise en compte de l'intérêt collectif et en particulier à l'anticipation des risques identifiés concernant le réchauffement climatique, la chute de la biodiversité, la cohésion sociale, et bien sûr les risques sanitaires. Pas d'argent public sans prise en compte de l'intérêt public ! Le statut d'ESUS devrait d'ailleurs devenir la norme..

Tenir *vraiment* compte des alertes des scientifiques

Le risque associé aux virus émergents était connu depuis des années. Celui associé au changement climatique est connu, mesuré, anticipé dans sa dynamique, géré dans le cadre d'accords internationaux, mais insuffisamment pris en compte sur le terrain : nous roulons plus qu'avant et dans de plus grosses voitures, nous chauffons au gaz des logements de plus en plus grands, nous visitons le monde en avion.

Les risques liés à la biodiversité, à la fourniture en eau ou à la vie des océans, sont tout aussi documentés, et tout autant négligés sur le terrain - même si en France et ailleurs, les autorités ont mis en place tous les comités, hauts conseils, lois, règlements, plans et stratégies possibles. On ne peut pas, on n'a pas pu jusqu'ici, faire plier l'ensemble des système urbanistique, industriel, énergétique, et de consommation privée, en faveur de l'environnement.

La crise sanitaire va-t-elle nous réveiller ? Elle pourrait au moins constituer une occasion pour,

Concrètement : élever le statut du haut conseil pour le climat au rang d'un organe d'état de premier plan, disposant de prérogatives de consultation, d'évaluation transparente et indépendante des politiques publiques, de saisine juridique, de communication publique, d'appel voire de veto suspensif sur certaines décisions publiques (l'environnement est autant à protéger que, par exemple, la constitution française..).

Son champ d'action sera étendu à l'ensemble des risques environnementaux, technologiques et sanitaires. Ce "Haut conseil pour l'anticipation et la prévention des risques publics" sera constitué de personnalités expérimentées, sans liens actifs à des intérêts privés, nommés par les parlements à une majorité des deux tiers qui garantira leur neutralité politique.

Pour ceux que le coût ou la lourdeur d'un tel "machin" effraierait, posons-nous la question de l'utilité actuelle du Sénat.. Je préfère entendre un conseil d'experts indépendants chargés de me protéger, que voir mon pays manipulé ou bloqué par les manoeuvres politiciennes d'une bande de vieux barbons auto-promus entre copains et obligés.

Responsabilité

L'absence de consensus national, la floraison d'infos et délires complotistes, l'émergence d'une médecine de l'humeur et de la rumeur, l'appétence des médias pour les failles, les doutes et les erreurs, me font grandement douter de la belle et formidable mobilisation des citoyens français face à l'adversité. A l'heure où j'écris, certains qui se sont déjà opposés à tout avant la crise, déclarent déjà haut et fort qu'il est hors de question de "fournir des efforts" pour en sortir.

Je suis convaincu qu'une telle configuration sociétale ne sera pas en mesure d'affronter les défis, les transformations et les crises environnementales à venir. Je n'ai pas de mesure concrète à proposer ici : à chacun la responsabilité d'y réfléchir. Comment recréer une société solidaire, unie dans l'essentiel, efficace dans son action collective, tout en en préservant les libertés ?

" Chacun est responsable de tous. Chacun est seul responsable. Chacun est seul responsable de tous."

Antoine de Saint-Exupéry